

RCS : PARIS
Code greffe : 7501

Actes des sociétés, ordonnances rendues en matière de société, actes des personnes physiques

REGISTRE DU COMMERCE ET DES SOCIETES

**Le greffier du tribunal de commerce de PARIS atteste l'exactitude des informations
transmises ci-après**

Nature du document : Actes des sociétés (A)

Numéro de gestion : 2019 B 19384
Numéro SIREN : 852 464 494
Nom ou dénomination : 3Psight

Ce dépôt a été enregistré le 31/07/2019 sous le numéro de dépôt 90451



1914918001

DATE DEPOT : 31/07/2019

NUMERO DE DEPOT : 2019R090451

N° GESTION : 2019B19384

N° SIREN : 852464494

DENOMINATION : 3Psight

ADRESSE : 64 rue de Lisbonne 75008 Paris

DATE ACTE : 18/07/2019

TYPE ACTE : Décision(s) de l'actionnaire unique

Gaëlle HAMON
Agent des Finances Publiques

3PSIGHT
Société par actions simplifiée au capital de 3.000 euros
Siège social : 64, rue de Lisbonne – 75008 Paris
852 464 494 R.C.S. Paris

(la « Société »)

DECISIONS DE L'ASSOCIÉ UNIQUE
EN DATE DU 18 JUILLET 2019

L'an deux mille dix-neuf,
le dix-huit juillet,

KEENSIGHT V SLP, société de libre partenariat au capital de 1.000 euros, dont le siège social est situé 64, rue de Lisbonne – 75008 Paris, identifiée sous le numéro 842 336 430 R.C.S. Paris, associé unique de la Société (« **KEENSIGHT V** » ou l'« **Associé Unique** »),

détenant la totalité des 3.000 actions ordinaires composant le capital social de la Société,

la société **Exelmans Audit & Conseil** (482 026 739 R.C.S Paris), commissaire aux comptes titulaire de la Société, a été informée des projets de décisions sur lesquelles l'Associé Unique est appelé à délibérer ce jour et a pu formuler toutes ses observations.

Le président de la Société (le « **Président** ») rappelle qu'il est envisagé l'acquisition indirecte par la Société, par voie de cession, immédiatement et à court terme, de 100 % du capital social et des droits de vote de la société **3P BIOPHARMACEUTICALS, S.L.** (l'« **Acquisition** »).

Le Président rappelle également qu'afin de financer l'Acquisition et les frais y afférents, il est envisagé que la Société procède à l'émission (i) de vingt et un millions neuf cent quatre-vingt-seize mille (21.996.000) actions ordinaires d'une valeur nominale d'un (1) euro représentant une augmentation de capital d'un montant de vingt et un millions neuf cent quatre-vingt-seize mille (21.996.000) euros (les « **AO** ») et (ii) de cinquante millions sept cent soixante et onze mille quatre cent soixante-dix-sept (50.771.477) obligations convertibles d'une valeur nominale d'un (1) euro représentant un montant total de cinquante millions sept cent soixante et onze mille quatre cent soixante-dix-sept (50.771.477) euros (les « **OC** »).

L'Associé Unique, après avoir pris connaissance :

- du rapport du Président à l'Associé Unique (le « **Rapport du Président** ») ;
- de la copie des décisions de l'Associé Unique de la Société par acte sous seing privé en date du 12 juillet 2019 notamment relatif à la désignation du cabinet SEFAC, 10 avenue de Messine, 75008 Paris, représenté par Monsieur Julien Compeyron, en qualité de commissaire à la vérification de l'actif et du passif en application de l'article L. 228-39 du Code de commerce ;
- du rapport du commissaire à la vérification de l'actif et du passif émis en application de l'article L.228-39 du Code de Commerce relatif à l'émission des OC (le « **Rapport du Commissaire à la**

Vérification de l'Actif et du Passif » ;

- du projet de contrat d'émission des OC devant être conclu entre la Société en qualité d'émetteur, et Keensight V en qualité de souscripteur (le « **Contrat d'Emission des OC** ») ;
- du rapport du commissaire aux comptes sur l'émission de valeur mobilière donnant accès au capital en vertu de l'article L. 228-92 du Code de commerce (le « **Rapport du Commissaire aux comptes** ») ;
- d'un exemplaire des statuts actuels de la Société ; et
- du projet des statuts modifiés de la Société figurant en **Annexe A** des présentes décisions,

a pris les décisions suivantes conformément à l'ordre du jour ci-après indiqué :

1. Augmentation de capital en numéraire d'un montant nominal total de vingt et un millions neuf cent quatre-vingt-seize mille (21.996.000) euros par émission de vingt et un millions neuf cent quatre-vingt-seize mille (21.996.000) actions ordinaires nouvelles de la Société émises à une valeur nominale d'un (1) euro chacune et modification corrélative des statuts de la Société ;
2. Constatation de la réalisation définitive de l'augmentation de capital d'un montant global de vingt et un millions neuf cent quatre-vingt-seize mille (21.996.000) euros par émission de vingt et un millions neuf cent quatre-vingt-seize mille (21.996.000) euros actions ordinaires nouvelles ;
3. Emission d'un emprunt obligataire convertible de la Société d'un montant total en principal de cinquante millions sept cent soixante et onze mille quatre cent soixante-dix-sept (50.771.477) euros par émission de cinquante millions sept cent soixante et onze mille quatre cent soixante-dix-sept (50.771.477) euros obligations convertibles, d'un (1) euro de valeur nominale chacune et autorisation de la signature par la Société du Contrat d'Emission des OC ; et
4. Pouvoirs pour les formalités.

PREMIERE DÉCISION

Augmentation du capital social de la Société en numéraire d'un montant global de vingt et un millions neuf cent quatre-vingt-seize mille (21.996.000) euros par émission de vingt et un millions neuf cent quatre-vingt-seize mille (21.996.000) actions ordinaires nouvelles de la Société émises à une valeur nominale d'un (1) euro chacune

L'Associé Unique, après avoir pris connaissance du Rapport du Président ; et

Constatant que le capital social de la Société est entièrement libéré,

Décide d'augmenter le capital social de la Société d'un montant nominal de vingt et un millions neuf cent quatre-vingt-seize mille (21.996.000) euros, pour le porter de trois mille (3.000) euros à vingt et un millions neuf cent quatre-vingt-dix-neuf mille (21.999.000) euros, par création de vingt et un millions neuf cent quatre-vingt-seize mille (21.996.000) actions ordinaires nouvelles d'un (1) euro de valeur nominale chacune, émises au pair, à libérer intégralement à la souscription en numéraire.

L'Associé Unique décide que :

- les actions ordinaires nouvelles seront créées avec jouissance à compter de leur souscription et soumises à toutes les dispositions statutaires et seront entièrement assimilées aux actions ordinaires anciennes à compter de cette date ;
- les souscriptions et versements seront reçus au siège social de la Société à compter de ce jour jusqu'au 1^{er} août 2019 (inclus) et les souscriptions seront closes par anticipation dès lors que toutes les actions ordinaires nouvelles auront été souscrites dans les conditions prévues ci-dessus ;
- les versements d'espèces devraient être effectués par virement au sous-compte « Compte Augmentation de Capital » ouvert au nom de la Société dans les comptes de la banque BNP Paribas et dont les références sont les suivantes :

RIB : 3004 00892 00010759932 21

IBAN : FR76 3000 4008 9200 0107 5993 221

- si, à la date de clôture des souscriptions, la totalité des souscriptions et versements exigibles n'avait pas été recueillie, la décision d'augmentation de capital sera caduque. Toutefois, le Président aura la possibilité de proroger la période de souscription par simple décision.

En conséquence, l'Associé Unique décide, sous réserve de la réalisation de l'augmentation de capital susvisée, de modifier les statuts de la Société comme suit :

ARTICLE 6 – APPORTS

Il est ajouté l'alinéa suivant :

« Par décisions de l'Associé Unique en date du 18 juillet 2019, il a été procédé à une augmentation du capital social de la Société d'un montant global de vingt et un millions neuf cent quatre-vingt-seize mille (21.996.000) euros pour le porter de trois mille (3.000) euros à vingt et un millions neuf cent quatre-vingt-dix-neuf mille (21.999.000) euros par émission de vingt et un millions neuf cent quatre-vingt-seize mille (21.996.000) actions ordinaires de la Société d'une valeur nominale d'un (1) euro chacune. »

ARTICLE 7 – CAPITAL SOCIAL

L'article 7 est désormais rédigé comme suit :

« Le capital social est fixé à la somme vingt et un millions neuf cent quatre-vingt-dix-neuf mille (21.999.000) euros, divisé en vingt et un millions neuf cent quatre-vingt-dix-neuf mille (21.999.000) actions ordinaires d'un (1) euro de valeur nominale, intégralement libérées. »

L'Associé Unique adopte cette décision.

DEUXIÈME DÉCISION

Constatation de la réalisation définitive de l'augmentation de capital d'un montant global de vingt et un millions neuf cent quatre-vingt-seize mille (21.996.000) euros par émission de vingt et un millions neuf cent quatre-vingt-seize mille (21.996.000) actions ordinaires

L'Associé Unique, au vu :

- du bulletin de souscription qui lui a été remis ; et
- du certificat du dépositaire établi par la banque BNP Paribas en date de ce jour,

Constate que Keensight V a libéré intégralement le montant de sa souscription, ainsi que l'atteste le certificat du dépositaire établi par la banque BNP Paribas en date de ce jour.

Il résulte des constatations ci-dessus que (i) l'augmentation de capital décidée sous la Première Décision ci-dessus se trouve intégralement souscrite, (ii) les actions ordinaires nouvelles sont entièrement libérées et attribuées à hauteur de vingt et un millions neuf cent quatre-vingt-seize mille (21.996.000) actions ordinaires au profit de Keensight V et (iii) ladite augmentation de capital se trouve définitivement et régulièrement réalisée.

L'Associé Unique adopte cette décision.

L'Associé Unique constate donc que, pour les décisions qui suivent, les actions ordinaires nouvelles détenues par Keensight V seront prises en compte pour la prise desdites décisions.

TROISIÈME DÉCISION

Émission d'un emprunt obligataire convertible d'un montant total de cinquante millions sept cent soixante et onze mille quatre cent soixante-dix-sept (50.771.477) euros par émission de cinquante millions sept cent soixante et onze mille quatre cent soixante-dix-sept (50.771.477) obligations convertibles, d'un (1) euro de valeur nominale chacune

L'Associé Unique, après avoir pris connaissance des documents suivants :

- du Rapport du Président ;
- du Rapport du Commissaire à la Vérification de l'Actif et du Passif ;
- du Contrat d'Emission des OC ; et
- du Rapport du Commissaire aux comptes,

Constatant que le capital social de la Société est entièrement libéré,

Décide, l'émission d'un emprunt obligataire d'un montant de cinquante millions sept cent soixante et onze mille quatre cent soixante-dix-sept (50.771.477) euros, correspondant à l'émission sous la forme nominative de cinquante millions sept cent soixante et onze mille quatre cent soixante-dix-sept (50.771.477) obligations simples d'une valeur nominale d'un (1) euro, conformément aux conditions et modalités définies dans le Contrat d'Emission des OC.

L'Associé Unique décide en conséquence de fixer les modalités de cet emprunt conformément aux termes et conditions du Contrat d'Emission des OC et, notamment :

- Montant : cinquante millions sept cent soixante et onze mille quatre cent soixante-dix-sept (50.771.477) euros ;
- Echéance : 18 juillet 2027 ;
- Taux d'intérêt : neuf pourcent (9%) par an, payable en totalité au moment du remboursement (anticipé ou non) de tout ou partie des OC.

L'Associé Unique décide que les souscriptions seront reçues au siège social de la Société à compter de ce jour jusqu'au 1^{er} août 2019 (inclus) et les souscriptions seront closes par anticipation dès lors que toutes les OC auront été souscrites dans les conditions prévues ci-dessus.

En outre, l'Associé Unique décide que les OC seront souscrites par versements en espèces, qui devront être effectués, au choix des souscripteurs :

- par virement au compte ordinaire ouvert au nom de la Société dans les comptes de la banque BNP Paribas ; ou
- par compensation de créances certaines, liquides et exigibles qu'ils viendraient à détenir sur la Société et qui seront libérées intégralement lors de la souscription, après l'établissement par le Président d'un arrêté de comptes faisant apparaître que le montant total des créances certaines, liquides et exigibles envers la Société est au moins égal au montant de leur souscription.

L'Associé Unique adopte cette décision.

L'Associé Unique, à la demande du Président, s'interrompt dans ses prises de décisions en vue de permettre à Keensight V de procéder à la souscription de cinquante millions sept cent soixante et onze mille quatre cent soixante-dix-sept (50.771.477) d'OC nouvelles, de signer son bulletin de souscription et de libérer la totalité de sa souscription par versement d'espèces par virement au compte bancaire indiqué et afin de réaliser, notamment, l'inscription des OC nouvellement émises sur le registre des mouvements de titres de la Société et le report de cette inscription sur le compte individuel d'obligataire de Keensight V dans la Société.

À l'issue de cette suspension, le Président informe l'Associé Unique que cinquante millions sept cent soixante et onze mille quatre cent soixante-dix-sept (50.771.477) OC nouvellement émises en application de Troisième Décision ont été souscrites par versement en espèce lors de l'interruption de séance.

QUATRIÈME DÉCISION
Pouvoirs pour formalités

L'Associé Unique donne tous pouvoirs au porteur d'un original, d'une copie ou d'un extrait des présentes décisions et notamment à Paul Hastings (Europe) LLP, 32 rue de Monceau - 75008 Paris et à Wolters Kluwer, Case Postale 610, 14 rue Fructidor - 75814 Paris Cedex 17, en vue de l'accomplissement de toutes formalités de publicité et de dépôt auprès des greffes du Tribunal de Commerce de Paris et du

Tribunal de Commerce de Paris ainsi que pour certifier conforme les actes visés à l'article R.123-102 du Code de commerce dans le cadre de l'article A.123-4 du Code de commerce.

L'Associé Unique adopte cette décision.

*
* *

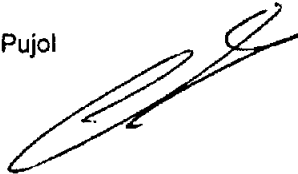
De tout ce qui précède, il a été dressé le présent acte qui, après la lecture, a été signé par l'Associé Unique.

KEENSIGHT V SLP

Représentée par Keensight Capital,

Elle-même représentée par Monsieur Jérôme Pujol

Associé Unique



DEPOT D'ACTE

DATE DEPOT : 31-07-2019

N° DE DEPOT : 2019R090451

N° GESTION : 2019B19384

N° SIREN : 852464494

DENOMINATION : 3Psight

ADRESSE : 64 rue de Lisbonne 75008 Paris

DATE D'ACTE : 18-07-2019

TYPE D'ACTE : Statuts mis à jour

NATURE D'ACTE :

3Psight

Société par actions simplifiée au capital de 21.999.000 euros

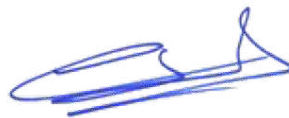
Siège social : 64, rue de Lisbonne, 75008 Paris

852 464 494 R.C.S. Paris

(la « **Société** »)

STATUTS

Mis à jour suite aux décisions de l'Associé Unique en date du 18 juillet 2019



Certifiés conformes par le Président

TABLE DES MATIERES

ARTICLE 1	FORME	3
ARTICLE 2	DENOMINATION	3
ARTICLE 3	SIEGE SOCIAL	3
ARTICLE 4	OBJET	3
ARTICLE 5	DUREE	4
ARTICLE 6	APPORTS	4
ARTICLE 7	CAPITAL SOCIAL	4
ARTICLE 8	MODIFICATION DU CAPITAL SOCIAL	5
ARTICLE 9	FORME DES ACTIONS	5
ARTICLE 10	DROITS ET OBLIGATIONS ATTACHES AUX ACTIONS	5
ARTICLE 11	NEGOCIABILITE DES ACTIONS	6
ARTICLE 12	PROPRIETE ET TRANSMISSION DES ACTIONS	6
ARTICLE 13	PRESIDENT DE LA SOCIETE	6
ARTICLE 14	CONVENTION ENTRE LA SOCIETE ET SES DIRIGEANTS	8
ARTICLE 15	DECISIONS COLLECTIVES OBLIGATOIRES	8
ARTICLE 16	QUORUM - MAJORITE	9
ARTICLE 17	MODALITES DES DECISIONS RELEVANT DE L'ASSOCIE UNIQUE OU DE LA COLLECTIVITE DES ASSOCIES	9
ARTICLE 18	ASSEMBLEES	10
ARTICLE 19	PROCES-VERBAUX DES DECISIONS DE L'ASSOCIE UNIQUE OU DES DECISIONS COLLECTIVES	11
ARTICLE 20	INFORMATION PREALABLE DES ASSOCIES	11
ARTICLE 21	EXERCICE SOCIAL	12
ARTICLE 22	ETABLISSEMENT ET APPROBATION DES COMPTES ANNUELS	12
ARTICLE 23	AFFECTATION ET REPARTITION DES RESULTATS	12
ARTICLE 24	COMMISSAIRES AUX COMPTES	12
ARTICLE 25	DISSOLUTION – LIQUIDATION DE LA SOCIETE	13

TITRE I

FORME - DENOMINATION - SIEGE - OBJET - DUREE

ARTICLE 1 **FORME**

La Société a la forme d'une société par actions simplifiée, régie par les dispositions du Code de commerce et par les présents statuts.

La Société comportera indifféremment un ou plusieurs associés.

Lorsque la Société ne comporte qu'un seul associé, celui-ci est dénommé « associé unique ».

L'associé unique exerce les pouvoirs dévolus aux associés, le terme collectivité des associés désignant indifféremment l'associé unique ou les associés.

La Société ne peut en aucun cas faire appel public à l'épargne.

ARTICLE 2 **DENOMINATION**

La Société a pour dénomination

« 3Psight »

Sur tous les actes et documents émanant de la Société, la dénomination sociale doit être précédée ou suivie immédiatement des mots « société par actions simplifiée » ou des initiales « S.A.S. » et de l'énonciation du capital social.

ARTICLE 3 **SIEGE SOCIAL**

Le siège social est fixé 64, rue de Lisbonne, 75008 Paris.

Le siège social peut être transféré dans le même département ou dans un département limitrophe par décision du Président qui est habilité à modifier les statuts en conséquence, et en tout autre lieu par décision de la collectivité des associés en cas de pluralité d'associés ou de l'associé unique.

ARTICLE 4 **OBJET**

La Société a pour objet, en France et à l'étranger :

- l'acquisition, la souscription, la détention, la cession et l'apport d'actions et/ou de valeurs mobilières de toutes sociétés ;
- la gestion desdites participations et l'administration des entreprises ;
- toutes prestations de services et de conseil en matières commerciale, administrative, de ressources humaines, informatique, financière, de management ou de communication, de marketing ou autres, tant au profit et à destination des sociétés et entreprises liées à la Société que de tiers ;
- les activités de financement de groupe à des sociétés faisant partie du groupe de sociétés auquel la Société appartient ;

- l'administration générale juridique, comptable, fiscale et des ressources humaines au profit des sociétés et entreprises liées à la Société ; et
- plus généralement, toutes opérations de quelque nature qu'elles soient (notamment financières, commerciales, industrielles, mobilières ou immobilières) se rapportant directement ou indirectement à cet objet social ou susceptibles d'en favoriser l'extension ou le développement sous quelque forme que ce soit.

ARTICLE 5 DUREE

La Société, sauf prorogation ou dissolution anticipée, a une durée de quatre-vingt-dix-neuf (99) années à compter du jour de son immatriculation au Registre du commerce et des sociétés.

Les décisions de prorogation de la durée de la Société ou de dissolution anticipée sont prises par décision de l'associé unique ou par décision collective des associés à l'unanimité.

TITRE II

APPORTS - CAPITAL SOCIAL - FORME DES ACTIONS DROITS ET OBLIGATIONS ATTACHES AUX ACTIONS

ARTICLE 6 APPORTS

Il est effectué à la présente Société, à sa constitution, uniquement un apport en numéraire d'un montant de trois mille euros (3.000 €) correspondant au montant nominal de trois mille (3.000) actions d'un (1) euro de valeur nominale chacune composant le capital de la Société à sa constitution.

Cette action de numéraire est souscrite et intégralement libérée par l'associé unique.

Les fonds correspondant à l'apport en numéraire ont été déposés auprès de la banque BNP Paribas Centre d'affaires Etoile Entreprises – 168, avenue Charles de Gaulle, 92200 Neuilly-sur-Seine, sur un compte ouvert au nom de la Société en formation, laquelle a établi le certificat constatant le versement effectué par l'associé apporteur dont le montant global s'élève à trois mille euros (3.000 €).

Par décisions de l'Associé Unique en date du 18 juillet 2019, il a été procédé à une augmentation du capital social de la Société d'un montant global de vingt et un millions neuf cent quatre-vingt-seize mille (21.996.000) euros pour le porter de trois mille (3.000) euros à vingt et un millions neuf cent quatre-vingt-dix-neuf mille (21.999.000) euros par émission vingt et un millions neuf cent quatre-vingt-seize mille (21.996.000) actions ordinaires de la Société d'une valeur nominale d'un (1) euro chacune.

ARTICLE 7 CAPITAL SOCIAL

Le capital social est fixé à la somme vingt et un millions neuf cent quatre-vingt-dix-neuf mille (21.999.000) euros, divisé vingt et un millions neuf cent quatre-vingt-dix-neuf mille (21.999.000) actions ordinaires d'un (1) euro de valeur nominale, intégralement libérées.

ARTICLE 8 MODIFICATION DU CAPITAL SOCIAL

- 8.1** Le capital ne peut être augmenté ou réduit que par une décision de l'associé unique ou par décision collective des associés statuant sur le rapport du Président.
- 8.2** En cas d'augmentation de capital en numéraire ou d'émission de valeurs mobilières donnant accès, immédiatement ou à terme, au capital social, les associés ont, proportionnellement au montant de leurs actions, un droit de préférence à la souscription des actions de numéraire émises pour réaliser une augmentation de capital. Toutefois, les associés peuvent renoncer à titre individuel à leur droit préférentiel de souscription et la décision d'augmentation du capital peut supprimer ce droit préférentiel dans les conditions prévues par la loi.
- 8.3** Les actions nouvelles de numéraire doivent obligatoirement être libérées au moins du quart de leur valeur nominale lors de leur souscription et, le cas échéant, de la totalité de la prime d'émission.
- 8.4** Les nouveaux associés de la Société devront notamment, préalablement à la tenue de l'assemblée générale décidant ladite augmentation de capital, et sous réserve de la décision des associés d'augmenter le capital, adhérer pleinement aux présents statuts de la Société.

ARTICLE 9 FORME DES ACTIONS

Les actions sont obligatoirement nominatives. Elles sont inscrites en compte conformément à la réglementation en vigueur et aux usages applicables.

Tout associé peut demander à la Société la délivrance d'une attestation d'inscription en compte.

ARTICLE 10 DROITS ET OBLIGATIONS ATTACHES AUX ACTIONS

- 10.1** Toute action donne droit dans les bénéfices et l'actif social à une part proportionnelle à la quotité de capital qu'elle représente.
- 10.2** L'associé unique ou les associés ne supportent les pertes qu'à concurrence de leurs apports.
- 10.3** Les actions sont indivisibles à l'égard de la Société. Les copropriétaires indivis doivent se faire représenter auprès de la Société par l'un d'entre eux ou par un mandataire unique désigné en justice en cas de désaccord.
- 10.4** Le droit de vote attaché aux actions démembrées appartient au nu-propriétaire pour toutes les décisions collectives, sauf pour celles concernant l'affectation des bénéfices de l'exercice où il est réservé à l'usufruitier.
- 10.5** Chaque fois qu'il est nécessaire de posséder plusieurs actions pour exercer un droit quelconque, les propriétaires de titres isolés ou en nombre inférieur à celui requis ne pourront exercer ce droit qu'à condition d'avoir fait leur affaire personnelle du regroupement et, éventuellement, de l'achat ou de la vente du nombre d'actions ou de titres nécessaires.

TITRE III

NEGOCIABILITE DES ACTIONS - PROPRIETE DES ACTIONS - TRANSMISSION DES ACTIONS

ARTICLE 11 NEGOCIABILITE DES ACTIONS

Les actions ne sont négociables qu'après l'immatriculation de la Société au Registre du commerce et des sociétés. En cas d'augmentation du capital, les actions sont négociables à compter de la réalisation de celle-ci. Les actions demeurent négociables après la dissolution de la Société et jusqu'à la clôture de la liquidation.

ARTICLE 12 PROPRIETE ET TRANSMISSION DES ACTIONS

12.1 La propriété des actions résulte de leur inscription en compte individuel au nom de l'associé ou des associés titulaires sur le registre que la Société tient à cet effet au siège social. La transmission des actions s'opère à l'égard de la Société et des tiers par un virement du compte du cédant au compte du cessionnaire, sur production d'un ordre de mouvement signé par le cédant ou son mandataire. La Société est tenue de procéder à cette inscription sur un registre tenu chronologiquement, dit « registre des mouvements », et à ce virement dès réception de l'ordre de mouvement.

12.2 Les cessions ou transmissions, sous quelque forme que ce soit, des actions détenues par l'associé unique ou par les associés en cas de pluralité d'associés sont libres.

TITRE IV

ADMINISTRATION ET DIRECTION DE LA SOCIETE CONVENTIONS ENTRE LA SOCIETE ET SES DIRIGEANTS

ARTICLE 13 PRESIDENT DE LA SOCIETE

13.1 Nomination

Le Président peut être une personne physique ou morale, associée ou non de la Société. Lorsqu'une personne morale est nommée Président, les dirigeants de ladite personne morale sont soumis aux mêmes conditions et obligations et encourent les mêmes responsabilités civile et pénale que s'ils étaient Président en leur nom propre, sans préjudice de la responsabilité solidaire de la personne morale qu'ils dirigent.

Le Président est désigné par l'associé unique ou par décision collective des associés.

13.2 Durée des fonctions

La durée des fonctions du Président est fixée par la décision qui le nomme.

Son mandat est renouvelable sans limitation.

13.3 Pouvoirs

Dans les rapports avec la Société, le Président assume la direction générale de la Société. Il peut faire tous actes de gestion dans l'intérêt de la Société. Les associés peuvent néanmoins limiter les pouvoirs du Président.

Toutes les décisions ne relevant pas de la compétence de la collectivité des associés sont de la compétence du Président.

A l'égard des tiers, le Président représente la Société. Il est investi des pouvoirs les plus étendus pour agir en toute circonstance au nom de la Société dans la limite de l'objet social.

Dans les rapports avec les tiers, la Société est engagée même par les actes du Président qui ne relèvent pas de l'objet social, à moins qu'elle ne prouve que le tiers savait que l'acte dépassait cet objet ou qu'il ne pouvait l'ignorer compte tenu des circonstances, étant exclu que la seule publication des statuts suffise à constituer cette preuve.

13.4 Délégation de pouvoirs

Le Président peut, dans la limite de ses attributions, consentir toute délégation de pouvoirs en vue de la réalisation d'opérations déterminées.

Ces délégations subsistent lorsque le Président vient à cesser ses fonctions à moins que son successeur ne les révoque.

13.5 Révocation

Le Président est révocable à tout moment par décision de l'associé unique, ou par la collectivité des associés statuant dans les conditions de l'article 16.3 ci-après.

La révocation ne donnera lieu au versement d'aucune indemnité.

Le Président peut démissionner à tout moment, sous réserve de prévenir l'associé unique ou les associés trois (3) mois au moins à l'avance par lettre recommandée avec demande d'avis de réception.

En cas de décès, démission ou empêchement du Président d'exercer ses fonctions supérieur à un mois, il est pourvu à son remplacement par l'associé unique ou la collectivité des associés statuant dans les conditions prévues à l'article 16.3 ci-après.

13.6 Représentation en matière sociale

Les délégués du comité d'entreprise exercent les droits qui leur sont reconnus par la loi auprès du Président ou d'un membre délégué par ce dernier.

ARTICLE 14 CONVENTION ENTRE LA SOCIETE ET SES DIRIGEANTS

Les conventions définies à l'article L. 227-10 du Code de commerce sont soumises aux formalités de contrôle prévues par ledit article.

Les conventions non approuvées produisent néanmoins leurs effets, à charge pour la personne intéressée et, éventuellement, pour le Président et les autres dirigeants d'en supporter les conséquences dommageables pour la Société.

Les conventions portant sur les opérations courantes et conclues à des conditions normales sont communiquées aux commissaires aux comptes sauf, lorsqu'en raison de leur objet ou de leurs implications financières, elles ne sont significatives pour aucune des parties. Tout associé a le droit d'en obtenir communication.

TITRE V

DÉCISIONS DE L'ASSOCIE UNIQUE OU DÉCISIONS COLLECTIVES DES ASSOCIES

ARTICLE 15 DÉCISIONS COLLECTIVES OBLIGATOIRES

L'associé unique ou la collectivité des associés est seul(e) compétent(e) pour prendre les décisions suivantes :

- modification du capital social : augmentation, amortissement et réduction ;
- émission de toutes valeurs mobilières ;
- fusion, scission, apport partiel d'actifs ;
- dissolution ;
- nomination, rémunération, révocation du Président ;
- approbation des comptes annuels et affectation des résultats ;
- approbation des conventions visées à l'article L.227-10 du Code de commerce ;
- modification des statuts, sauf transfert du siège social ;
- nomination et renouvellement du (des) commissaire(s) aux comptes de la Société ;
- nomination du liquidateur et décisions relatives aux opérations de liquidation ;
- et, plus généralement, en dernier ressort, toutes les décisions qui ne sont pas expressément de la compétence du ou des autres organes de la Société ou qui relèvent expressément de la compétence de la collectivité des associés ou de l'associé unique conformément aux dispositions légales applicables.

Les décisions de l'associé unique ou de la collectivité des associés sont répertoriées dans un registre coté et paraphé soit par un juge du tribunal de commerce, soit par un juge du tribunal d'instance, soit par le maire de la commune.

ARTICLE 16 QUORUM - MAJORITE

16.1 Règles générales

Chaque associé a le droit de participer aux décisions par lui-même ou par le mandataire de son choix. Le droit de vote attaché aux actions est proportionnel à la quotité du capital qu'elles représentent et chaque action donne droit à une voix.

16.2 Décisions extraordinaires

Sont qualifiées d'extraordinaires les décisions relatives à la modification des statuts (et, en particulier, celles relatives à l'augmentation ou la réduction du capital ainsi que toutes décisions afférentes à la fusion, la scission, l'apport partiel d'actifs, la dissolution de la Société et sa transformation) ainsi que les décisions relatives à l'émission de titres ou de valeurs mobilières donnant accès, immédiatement ou à terme, au capital social.

L'assemblée générale extraordinaire ne délibère valablement que si les associés présents ou représentés possèdent au moins la moitié des actions ayant droit de vote. Les décisions sont prises à la majorité simple des voix dont disposent les associés présents ou représentés.

Par dérogation avec ce qui précède, les décisions visées aux articles L. 227-13, L. 227-14, L. 227-16 et L. 227-17 du Code de commerce, les décisions qui augmentent les engagements des associés, les décisions relatives à la prorogation de la durée de la Société et à la dissolution de la Société sont prises à l'unanimité des associés.

16.3 Décisions ordinaires

Toutes autres décisions sont qualifiées d'ordinaires.

L'assemblée générale ordinaire ne délibère valablement que si les associés présents ou représentés possèdent au moins la moitié des actions ayant droit de vote.

Ces décisions sont prises à la majorité simple des voix des associés disposant du droit de vote présents ou représentés.

ARTICLE 17 MODALITES DES DECISIONS RELEVANT DE L'ASSOCIE UNIQUE OU DE LA COLLECTIVITE DES ASSOCIES

17.1 Modalités des décisions en cas d'associé unique

L'associé unique prend ses décisions d'office ou lors d'une réunion tenue sur convocation du Président.

Cette réunion peut se tenir au moyen de tout procédé de communication approprié. Le Président participera à la réunion.

La convocation doit comporter la date et le lieu de réunion, le mode de consultation, l'ordre du jour, le projet du texte des résolutions et les documents nécessaires à l'information de l'associé unique mentionnés à l'article 20 des statuts.

Lorsque les dispositions légales prévoient l'établissement d'un rapport par un ou plusieurs Commissaire(s) aux Comptes préalablement à la décision de l'associé unique, l'associé unique ou le Président devra l'(es) informer en temps utile de la convocation pour qu'il(s) puisse(nt) accomplir sa/leur mission.

Les décisions de l'associé unique sont constatées par un procès-verbal établi par le Président.

Le procès-verbal est signé par le Président et l'associé unique. La signature pourra intervenir par tout moyen (télécopie, signature électronique etc.). Le procès-verbal est consigné dans un registre coté et paraphé.

Les copies ou extraits du procès-verbal des délibérations sont valablement certifiés par le Président.

Une copie du procès-verbal des décisions est adressée au(x) Commissaire(s) aux Comptes.

17.2 Modalités des décisions en cas de pluralité d'associés

Les décisions collectives des associés sont prises sur convocation ou sur l'initiative du Président ou d'un ou plusieurs associés détenant plus de 25% du capital et des droits de vote de la Société.

Elles résultent de la réunion d'une assemblée ou d'un acte signé par tous les associés.

Tous moyens de communication - téléconférence, e-mail, visioconférence, vidéo, télex, fax, etc. - peuvent être utilisés pour l'expression des décisions, sous réserve que l'intéressé signe le procès-verbal, acte, relevé ou décision dans un délai d'un mois.

Pendant la période de liquidation de la Société, les décisions collectives sont prises sur convocation ou sur l'initiative du liquidateur.

Tout associé a le droit de participer aux décisions collectives, personnellement ou par mandataire, quel que soit le nombre d'actions qu'il possède. Il doit justifier de son identité et de l'inscription en compte de ses actions au jour de la décision collective.

ARTICLE 18 ASSEMBLEES

Les associés se réunissent en assemblée sur convocation du Président ou d'un ou plusieurs associés détenant plus de 25% du capital et des droits de vote de la Société au siège social ou en tout autre lieu mentionné dans la convocation.

La convocation est effectuée par tous moyens par le Président ou le ou plusieurs associés détenant plus de 25% du capital et des droits de vote de la Société dans un délai de huit (8) jours avant la date prévue de l'assemblée. La convocation indique l'ordre du jour. Dans le cas où tous les associés sont présents ou représentés, l'assemblée se réunit valablement sur convocation verbale et sans délai.

L'assemblée est présidée par le Président. A défaut, l'assemblée élit son président de séance parmi les associés présents. L'assemblée convoquée sur l'initiative du commissaire aux comptes est présidée par celui-ci.

A chaque assemblée est tenue une feuille de présence.

Les associés peuvent se faire représenter aux délibérations de l'assemblée par un autre associé ou par un tiers. Les pouvoirs peuvent être donnés par tous moyens écrits et notamment par télécopie.

Le président de séance établit un procès-verbal des délibérations devant contenir les mentions prévues à l'Article 19 ci-après.

Le commissaire aux comptes doit être invité à participer à toute décision collective, en même temps, et dans la même forme que les associés.

ARTICLE 19 PROCES-VERBAUX DES DECISIONS DE L'ASSOCIE UNIQUE OU DES DECISIONS COLLECTIVES

Les décisions de l'associé unique et les décisions collectives doivent être constatées par écrit dans des procès-verbaux établis sur un registre spécial ou sur des feuilles mobiles numérotées. Les procès-verbaux sont signés par le président de l'assemblée et par un associé.

Les procès-verbaux doivent indiquer la date et le lieu de la réunion, les nom, prénoms et qualité du président de séance, l'identité des associés présents et représentés (à défaut de feuille de présence), les modalités de tenue de l'assemblée, les documents et informations communiqués préalablement aux associés, un résumé des débats, ainsi que le texte des résolutions mises aux voix et pour chaque résolution le sens du vote de chaque associé.

En cas de décision collective résultant du consentement unanime de tous les associés exprimé dans un acte, cet acte doit mentionner les documents et informations communiqués préalablement aux associés. Il est signé par tous les associés et retranscrit sur le registre spécial ou sur les feuilles mobiles numérotées visés ci-dessus.

ARTICLE 20 INFORMATION PREALABLE DES ASSOCIES

Quel que soit le mode de consultation, toute décision des associés doit avoir fait l'objet d'une information préalable comprenant tous les documents et informations permettant aux associés de se prononcer en connaissance de cause sur la ou les résolutions soumises à leur approbation.

Lorsque les décisions collectives doivent être prises en application de la loi sur le ou les rapports du Président et/ou des commissaires aux comptes, le ou les rapports doivent être communiqués aux associés dans un délai suffisant avant la date d'établissement du procès-verbal de la décision des associés.

Les associés peuvent à toute époque mais sous réserve de ne pas entraver la bonne marche de la Société, consulter au siège social, et, le cas échéant prendre copie, pour les trois derniers exercices, des registres sociaux, de l'inventaire et des comptes annuels, du tableau des résultats des cinq derniers exercices, des comptes consolidés, s'il y a lieu, des rapports de gestion du Président et des rapports des commissaires aux comptes.

S'agissant de la décision collective statuant sur les comptes annuels, les associés peuvent obtenir communication aux frais de la Société des comptes annuels et, le cas échéant, des comptes consolidés du dernier exercice.

Les dirigeants de la Société devront communiquer aux associés des bilans et comptes de résultat annuels dans les trois (3) mois suivant la fin de chaque exercice de la Société.

TITRE VI

EXERCICE SOCIAL - COMPTES ANNUELS - AFFECTATION DES RÉSULTATS

ARTICLE 21 EXERCICE SOCIAL

L'exercice social commence le 1^{er} janvier et se termine le 31 décembre de chaque année.

Par dérogation, le premier exercice social commencera à la date d'immatriculation de la Société et se terminera le 31 décembre 2020.

ARTICLE 22 ÉTABLISSEMENT ET APPROBATION DES COMPTES ANNUELS

Le Président arrête les comptes annuels de l'exercice et établit le rapport de gestion.

Dans les six mois de la clôture de l'exercice, l'associé unique ou la collectivité des associés doit statuer par décision collective sur les comptes annuels, au vu du rapport de gestion du Président et des rapports du ou des commissaires aux comptes.

Lorsque des comptes consolidés sont établis, ils sont présentés avec le rapport de gestion du groupe et les rapports des commissaires aux comptes, lors de cette décision collective.

ARTICLE 23 AFFECTATION ET REPARTITION DES RESULTATS

23.1 Toute action donne droit à une part proportionnelle à la quote-part du capital qu'elle représente, dans les bénéfices et réserves ou dans l'actif social, au cours de l'existence de la Société comme en cas de liquidation.

23.2 Après approbation des comptes et constatation de l'existence d'un bénéfice distribuable, le ou les associés décident sa distribution, en totalité ou en partie, ou son affectation à un ou plusieurs postes de réserves dont ils règlent l'affectation et l'emploi.

Un acompte à valoir sur le dividende d'un exercice peut être mis en distribution dans les conditions prévues aux articles L. 232-12 et R.232-17 du Code de commerce.

23.3 L'associé unique ou la collectivité des associés peut prévoir la mise en distribution de toute somme prélevée sur le report à nouveau bénéficiaire ou sur les réserves disponibles en indiquant expressément les postes de réserves sur lesquels ces prélèvements sont effectués. Toutefois, les dividendes sont prélevés par priorité sur le bénéfice distribuable de l'exercice. La décision de l'actionnaire unique ou la décision collective des associés ou, à défaut, le Président, fixe les modalités de paiement des dividendes.

ARTICLE 24 COMMISSAIRES AUX COMPTES

La collectivité des associés ou l'associé unique désigne, pour la durée, dans les conditions et avec la mission fixée par la loi, notamment en ce qui concerne le contrôle des comptes sociaux, un ou plusieurs commissaires aux comptes titulaires et un ou plusieurs commissaires aux comptes suppléants.

TITRE VII

DISSOLUTION - LIQUIDATION DE LA SOCIETE

ARTICLE 25 DISSOLUTION – LIQUIDATION DE LA SOCIETE

La Société est dissoute dans les cas prévus par la loi et notamment :

- par l'expiration de sa durée, en cas de réalisation ou d'extinction de l'objet social ; ou
- en cas de dissolution anticipée décidée par décision collective unanime des associés.

La décision collective des associés ou de l'associé unique qui constate ou décide la dissolution nomme un ou plusieurs liquidateurs.

Le liquidateur, ou chacun d'eux s'ils sont plusieurs, représente la Société. Il dispose des pouvoirs les plus étendus pour réaliser l'actif même à l'amiable. Il est habilité à payer les créanciers sociaux et à répartir le solde disponible entre les associés.

Les associés peuvent autoriser le liquidateur à continuer les affaires sociales en cours et à en engager de nouvelles pour les seuls besoins de la liquidation.

Le produit net de la liquidation, après apurement du passif, est employé au remboursement intégral du capital libéré et non amorti des actions.

Le surplus, s'il en existe, est réparti entre les associés proportionnellement au nombre d'actions de chacun d'eux.

Les pertes, s'il en existe, sont supportées par les associés jusqu'à concurrence du montant de leurs apports.